

FEMMES ET LOGEMENT

Viviane Prats, professeure, Haute école de travail social et de la santé – EESP Lausanne

La question du logement est aujourd'hui importante, nombreuses sont les personnes qui rencontrent des difficultés à conserver ou obtenir un logement. Parmi les populations concernées se retrouvent également des catégories particulières où le cumul de diverses situations de handicap est souvent incompatible avec les compétences attendues de locataire lambda (troubles psychiatriques, problèmes d'addictions, grande précarité sociale, etc.). La situation des femmes avec problèmes d'addiction est plus particulièrement traitée dans cet article, qui montre combien absence de logements disponibles et précarité au sens large sont étroitement liées. (réd.)

Depuis plusieurs années, en particulier dans le Bassin lémanique, nous sommes confrontés à une pénurie de logements. Selon le rapport de l'observatoire BVC de l'économie vaudoise « *Les personnes qui recherchent un nouvel habitat dans le canton de Vaud observent en direct les conséquences du goulet d'étranglement qui caractérise aujourd'hui le marché du logement. Quelques chiffres résument cette situation : en particulier, un taux de logements vacants de quelque 0,5% depuis 2003. Ce chiffre est nettement inférieur à la limite de 1,5%, habituellement considérée comme celle d'un marché équilibré.* » Conséquences inhérentes à cette situation « *les prix immobiliers et les loyers grimpent vers des sommets qui les rendent inabordables pour une bonne partie de la population (...)* » (Thalmann 2011).

Dans ce contexte particulier, qui voit donc enfler les prix des loyers rendant inaccessible la location d'appartement aux personnes qui ont un revenu modeste, les propositions de logements subventionnés restent par ailleurs très insuffisantes face à la demande. Les communes n'ont pas toujours les moyens suffisants pour mettre à disposition des habitats subventionnés¹.

L'IUMSP, dans son évaluation « Toxicomanie dans le canton de Vaud : période 2008-2011 »², relève, pour les professionnels du domaine des addictions participant à cette enquête, que les besoins en matière de logements sont jugés très importants en ce qui concerne la population toxicodépendante³.

D'autres sources nous permettent de mettre en évidence que nous avons affaire à un problème récurrent pour une partie de la population souffrant d'une problématique d'addiction.

L'enquête de l'ISPA⁴ effectuée à la Riponne⁵, femmes et hommes confondus, met en évidence que 46 personnes, soit 71,9% de l'échantillon pris en compte, vivent en appartement, ce qui comprend logement personnel et colocation ; 1 personne vit en foyer ; 13 personnes sont à la rue (20,3%) (Labarth, Notari et Gmel 2010). L'étude sur « *femmes en marges un genre à part ?* » permet de déterminer au travers des trajectoires de vie des femmes interrogées que la question du logement reste cruciale. Celles qui ont un appartement déclarent avoir véritablement « galéré » avant de pouvoir en bénéficier. Seules trois d'entre elles ont su conserver sur le long terme un logement stable. Ce sont, dans les rencontres effectuées, les personnes qui de façon générale sont les mieux insérées. Sur la vingtaine de femmes interrogées, quinze déclarent un logement actuel, que ce soit dans leur propre appartement ou parce qu'elles se font héberger dans leur famille. Deux d'entre elles sont, au moment de l'enquête, à la rue. Une autre encore a trouvé un foyer d'accueil mère enfant après un parcours dans la rue pendant sa grossesse. Deux autres sont hébergées dans des chambres d'hôtel.

Les difficultés évoquées pour trouver un logement sont avant tout en lien avec les aspects conjoncturels du marché actuel et la difficulté de trouver un toit lorsque l'on est au bénéfice du RI :

« *Mais voilà quoi, moi je ne peux pas prendre un appartement parce que je sais que ça va être très dur pour moi parce que j'ai des poursuites et je suis aux services sociaux. Donc c'est quasiment impossible d'avoir un logement. Tout ce qui est « studio moderne », c'est bien sympa mais c'est des prix exorbitants pour vraiment rien.* »

« *J'ai fait dans une journée 89 téléphones, j'ai téléphoné dans tout Lausanne, dans toutes les régions et j'ai réussi à trouver une chambre d'hôtel au fin fond de la campagne. On a rien quoi.* »

1 Travaux des ateliers de la journée du 30 novembre 2010, organisée par Lausanne-Région

2 Toxicomanie dans le canton de Vaud : période 2008-2011. Les besoins des consommateurs de drogues : analyse et priorisation de ces besoins par les professionnels du réseau et besoins exprimés par les personnes concernées.

Thérèse Huissoud, Cédric Gumy, Françoise Dubois-Arber.

3 Ce qui est également mis en évidence dans le cadre de la journée organisée par Lausanne-Région, en novembre 2010, dans le cadre de la présentation du rapport « Femmes en marges un genre à part ».

4 Aujourd'hui : Addiction Suisse.

5 Place centrale en ville de Lausanne sur laquelle se regroupent différentes personnes et en particulier des consommateurs de produits psychotropes.

6 « Femmes en marges un genre à part ? », chargée de recherche Diane Baechler Desmontet sur mandat de la Commission toxicomanie Lausanne-Région, réalisation Ecole d'études sociales et pédagogiques – EESP Lausanne, Haute école de travail social et de la santé.

Même si des dispositifs sont mis en place, ils ne semblent pas suffisants pour arriver à faire face aux nombreuses demandes, les situations d'exclusion rendent également difficile l'accessibilité aux différents services d'aide et se retrouver sans abri implique de devoir développer des stratégies de survie qui sont parfois peu compatibles avec ce qui est attendu dans la recherche d'un logement.

« Même une chambre d'hôtel, que je puisse me poser quoi. Que j'aie un endroit où me poser, puis que je puisse faire des démarches. Il faut faire comprendre aussi aux gérances que ce n'est pas parce que je suis à l'AI, parce que dès qu'on dit AI, sociaux, ils ont tout de suite peur. Alors qu'à l'AI, le loyer il arrive toujours régulièrement. Le premier truc maintenant c'est de trouver un appart. Mais ce n'est pas en dormant de droite à gauche que je vais y arriver (...). »

Pour faire face à ces difficultés dans le canton de Vaud, l'offre en matière de structure d'hébergement d'urgence a augmenté⁷ ces dernières années. La mise en place de nouvelles mesures n'arrive pas à faire face aux nombreuses demandes des sans-abri. Par ailleurs, ces dispositifs devraient avant tout s'inscrire comme des propositions transitoires permettant de façon temporaire d'apporter une solution au besoin d'urgence, mais ne sauraient en aucun cas se substituer sur du long terme à la nécessité de trouver un logement stable quelle que soit sa condition sociale ou ses problématiques particulières.

Dans l'enquête précédemment mentionnée, les femmes apportent un éclairage nuancé sur les offres existant en matière d'hébergement d'urgence mettant en évidence que celles-ci ne sont pas suffisantes aujourd'hui pour pallier l'absence de logement, mais également en regrettant que les prestations offertes ne correspondent pas toujours à leurs besoins. C'est le cas, en particulier, en ce qui concerne les horaires de ces lieux d'accueil nocturnes qui sont incompatibles en termes d'heures d'ouverture pour les femmes qui se prostituent.

« Pour les structures de nuit, le problème c'est que voilà, à 8h30-9h, on est loin. Donc la prostitution finit à 5h, aller là-bas, on s'endort à 6h pour être réveillée une heure et demie après pour le déjeuner. Des fois, ça ne valait pas la peine. Pis bon, maintenant c'est pris d'assaut donc... (...) Maintenant il faut réserver. Donc si j'ai un truc à dire, c'est faut ouvrir plus de lieux où les gens peuvent dormir la nuit. Il y a besoin de plus. »



Photo: Interfoto

Les femmes interrogées - qui parfois sont mères - soulignent la difficulté d'avoir recours à ces structures en particulier lorsqu'elles ont encore la garde de leurs enfants.

« Et puis quand on est une femme, c'est encore moins facile. Parce que à La Marmotte, vous avez quatre places pour les femmes. Au Sleep-In, vous avez peut-être six places ou dix places pour les femmes. Oh, il n'y a que le PC où vous avez tout un dortoir, mais bon. Voilà. Le PC, ce n'est pas non plus un endroit pour les femmes, pour dormir là-bas. Voilà. C'est assez dur. Surtout quand on est une femme. Et si on a des enfants, c'est... c'est impossible. SDF avec des enfants, c'est impossible. Il ne faut même pas essayer. Il vaut mieux mettre ses enfants dans la famille, au moins on est sûr qu'ils ont un logement, un lit, au chaud, quoi. Plutôt que de les avoir avec soi. Parce que... c'est trop dur. C'est trop dur, c'est la guerre cet hiver. C'est la détresse chaque hiver de voir ça. Voilà, il faut avoir le caractère solide ici. »

Dans les histoires rapportées, les femmes confient avoir vécu des expériences négatives dans différentes circonstances qui vont évidemment influencer leurs décisions à fréquenter ou non certaines structures d'hébergement d'urgence.

« J'ai dormi une fois au xxx ou à yyy, j'en sais plus, mais plus jamais, plus jamais. J'étais dans une chambre, il n'y avait que des Turcs, que des Arabes quoi. J'étais la seule nana dans le dortoir, c'était le seul lit qui restait de libre quoi, je restais un peu. Je crois que j'ai pas du tout dormi d'après ce que je me souviens. »

« C'était une nuit mon expérience au xxx avec tout mon salaire dans la poche. Planquée toute ma thune dans ma taie d'oreiller puis se réveiller le lendemain ne plus avoir une seule thune. Donc, la nuit au chaud, tout le reste du mois dehors, à ne pas bouffer, à ne pas avoir de clope, à ne pas pouvoir donner à manger à son chien, le pauvre. »

⁷ Mise en place de la Lucarne, à Yverdon, et de Hublot à Vevey, qui viennent compléter les offres vaudoises.

Les femmes, lorsqu'elles sont à la rue, vivent des situations difficiles empreintes parfois de violence. Elles réussissent parfois à se faire héberger chez des « amis » et se retrouvent dans une situation d'exploitation sexuelle.

« Plus dur, je ne sais pas si c'est plus dur. Le négatif ce qui m'est souvent arrivé en tant que femme c'est que des hommes m'hébergent, des copains et tout, et que ben je me réveille au milieu de la nuit et puis qu'ils sont en train de se branler en me regardant dormir ou carrément qu'ils essayent de me pénétrer pendant que je dors. C'est quand même arrivé fréquemment. Autrement non, parce que quand on dort dans les caves que l'on soit homme ou femme, si la concierge vient elle fait chier autant. Je pense que le plus dur c'est souvent les mecs qui essaient de profiter de la situation de la femme. »

Devoir faire face à l'urgence de trouver un logement est loin d'être aisé pour les services de l'aide sociale qui n'ont parfois d'autre recours que de devoir orienter les personnes en demande de logement vers des hôtels ou des pensions. Les femmes, dans le cadre de l'enquête femmes en marges, ont également évoqué certaines de ses propositions en les jugeant parfois inadéquates, car le cadre proposé n'offre pas toujours la sécurité attendue. Certaines d'entre elles ont mentionné que de se retrouver dans des logements transitoires proposés (hôtels ou pensions) les plaçait dans des situations de grande vulnérabilité, les obligeant parfois à devoir fréquenter dans ces lieux précisément le milieu dont elles cherchaient à se distancer :

« C'est-à-dire si vous êtes vraiment toxicomane, ben comme moi, j'avais plus de logement, rien, ils ne vont pas prendre en compte votre parcours. Et essayer peut-être de cibler plus juste, lorsque l'on m'a mise au XXX, on m'a mise directement dans la zone donc ça, ça a été très dangereux pour moi. Il y avait je crois en tout une quinzaine de toxicomanes, toutes les femmes se prostituaient ça n'avait jamais été mon cas avant... »

La complexité des situations et des histoires de vie relatées par les femmes interrogées met au défi les professionnels afin de trouver et de mettre en œuvre des solutions permettant d'améliorer les conditions d'existence de celles qui aujourd'hui vivent dans la précarité soit parce qu'elles sont sans abri, soit parce que les solutions d'hébergement trouvées ne sauraient s'inscrire dans la durée.

Par ailleurs, il semble évident que de pouvoir bénéficier d'un lieu à soi soit une des conditions nécessaires à l'amélioration de situation problématique. Il s'agit donc, pour faire face aux défis constitués par la question du logement pour cette population particulière, d'envisager des solutions permettant d'accompagner et de soutenir les personnes

fragilisées par leurs comportements, non seulement dans la recherche, mais également dans le maintien d'un logement. D'autres alternatives, par ailleurs, pourraient être mises en œuvre comme le développement d'appartements communautaires. Lutter contre l'isolement social par la mise en œuvre de projets communautaires qui travaillent au développement du pouvoir d'agir des individus. Il semble aujourd'hui nécessaire, comme le relève l'IUMSP⁸ dans son rapport d'évaluation, de mettre en place des EMS spécialisés qui permettent l'accueil des personnes toxico-dépendantes vieillissantes.

Si nous pouvons imaginer que l'intervention sociale permette de travailler au développement des compétences et puisse avoir une incidence positive dans les trajectoires de vie des plus fragilisés, celle-ci ne saurait à elle seule participer à la réduction des inégalités sans réelle volonté politique. Il semble donc aussi indispensable que les pouvoirs publics et le monde politique interviennent pour que soient proposés sur le marché, aujourd'hui, des appartements aux loyers abordables, que cesse le scandale inacceptable que constitue aujourd'hui l'augmentation dramatique des prix des loyers.

Courriel :

vprats@eesp.ch

ARPAE
Association pour la Recherche
et la Promotion des
Approches Expérientielles
info@arpae.org



**JOURNÉE
D'ÉCHANGES
FRANCO-SUISES**
GREA
GRUPPEMENT ROMAND D'ÉTUDES DES ADDICTIONS

RENFORCER LES COMPÉTENCES INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES

PRENDRE EN COMPTE LA DIVERSITÉ DES EXPÉRIENCES
POUR LA PRÉVENTION ET L'INTERVENTION PRÉCOCE

GENÈVE, 5 FÉVRIER 2013

Infos et inscriptions | www.grea.ch | 024 426 34 34

⁸ Toxicomanie dans le canton de Vaud : période 2008-2011. Les besoins des consommateurs de drogues : analyse et priorisation de ces besoins par les professionnels du réseau et besoins exprimés par les personnes concernées.

Thérèse Huissoud, Cédric Gumy, Françoise Dubois-Arber. p. 25